

1991, chapitre 116
**LOI CONCERNANT LA SUCCESSION
DE LOUIS PELLETIER**

Projet de loi 218

présenté par M. Réjean Doyon, député de Louis-Hébert

Présenté le 15 mai 1990

Principe adopté le 17 octobre 1991

Adopté le 17 octobre 1991

Sanctionné le 17 octobre 1991

Entrée en vigueur: le 17 octobre 1991

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 116

Loi concernant la succession de Louis Pelletier

[Sanctionnée le 17 octobre 1991]

Préambule ATTENDU que, par un testament olographe fait le 28 mars 1959, par Louis Pelletier, notaire à Montmagny, décédé le 4 juillet 1960, les fiduciaires nommés ont été chargés de verser à l'épouse du défunt une rente viagère et mensuelle de trois cents dollars à compter de la date du décès du testateur;

Qu'il y est prévu qu'advenant le décès de l'épouse du défunt avant l'extinction du capital de la fiducie, cette rente viagère et mensuelle est versée en parts égales à ses enfants survivant alors;

Que l'épouse du défunt, Dame Anna Germain Pelletier, est décédée le 9 octobre 1988;

Que Germain, Jérôme, Jacques, Louise, André-Louis et Noël Pelletier reçoivent chacun, depuis cette date, une rente mensuelle de cinquante dollars;

Que le testament ne prévoit pas la représentation d'un enfant décédé avant l'épuisement du capital de la fiducie et qu'il serait opportun de la prévoir;

Que les dates de naissance respectives des enfants du testateur sont le 21 juin 1933, le 25 juillet 1935, le 31 janvier 1937, le 17 mai 1940, le 10 février 1943 et le 15 décembre 1945;

Que les versements mensuels de cinquante dollars que reçoivent chacun des six enfants du défunt ne permettent la distribution que d'une partie des intérêts sur leur part du capital;

Que, depuis 1960, les taux d'intérêts sur les placements ont augmenté considérablement et que Louis Pelletier ne pouvait probablement pas prévoir une telle augmentation;

Que, d'après les statistiques sur le coût de la vie, 300 \$ avaient en 1960 un pouvoir d'achat à peu près équivalent à celui de 1 527,20 \$ en 1991 et qu'ainsi, il serait opportun que les fiduciaires soient autorisés à verser aux enfants de feu Louis Pelletier une rente viagère et mensuelle de 1 527,20 \$ à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi;

Qu'il serait opportun que cette rente viagère et mensuelle soit indexée au coût de la vie de la manière prévue à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9);

Que Germain Pelletier a deux enfants, Eric et Marlène; que Jérôme Pelletier a cinq enfants, Gérald, Jacinthe, Marise, Katia, Joelle; que Jacques Pelletier a deux enfants, Renée-Claude et Marie-Anne; que Louise Pelletier a deux enfants, Myra et Maud; que André-Louis Pelletier a un enfant, Mathieu; que Gérald, Jacinthe, Joëlle, Marise, Katia, Renée-Claude, Marie-Anne, Eric et Marlène sont majeurs et consentent à l'adoption de la présente loi, que Mathieu ainsi que Myra et Maud sont mineurs, qu'il a été nommé un tuteur à Mathieu et un tuteur à Myra et à Maud, que ces tuteurs consentent à l'adoption de la présente loi et qu'ils ont été autorisés par jugement à donner un tel consentement (no 200-14-000 726-890 des dossiers de la Cour supérieure du district de Québec et nos 505-14-000 353-895 et 505-14-000 354-893 des dossiers de la Cour supérieure du district de Longueuil);

Que Germain, Jérôme, Jacques, Louise, André-Louis et Noël Pelletier consentent à l'adoption de la présente loi;

Que les fiduciaires consentent à l'adoption de la présente loi;

Qu'il serait opportun que les frais d'adoption de la présente loi soient payables à partir du capital de la fiducie constituée conformément au testament de Louis Pelletier;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Rente
augmentée

1. Malgré le fait que, par son testament olographe, fait le 28 mars 1959 et vérifié le 11 juillet 1960 (numéro 714 des dossiers de la Cour supérieure du district de Montmagny), Louis Pelletier n'ait rendu ses enfants et les enfants de ces derniers bénéficiaires que de

rentes mensuelles, Germain, Jérôme, Jacques, Louise, André-Louis et Noël Pelletier peuvent se partager également une rente de 1 527,20 \$ par mois.

Indexation **2.** Cette rente mensuelle sera indexée, à compter du 1^{er} janvier 1992, suivant les règles de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Décès **3.** Si un enfant décède avant l'épuisement du capital de la fiducie, sa part échoit à ses descendants.

Descendants S'il n'a pas de descendants, sa part accroît à celle des autres enfants de Louis Pelletier.

Frais **4.** Les frais d'adoption de la présente loi sont payables à partir du capital de la fiducie constituée à partir du testament mentionné à l'article 1.

Entrée en vigueur **5.** La présente loi entre en vigueur le 17 octobre 1991.